

Initiatives ministérielles

encore, si nous trouvons la mort sur une route encombrée par de gros camions de transport, il sera trop tard.

Je prie instamment le gouvernement d'agir et de rendre ce programme équitable. Nous sommes heureux qu'il ait été adopté, mais faisons en sorte qu'il soit équitable et qu'il permette d'épargner des vies. Pendant que le gouvernement y est, qu'il augmente quelques-uns des budgets d'entretien des parcs, de sorte qu'on n'ait pas à puiser dans ceux d'autres services des parcs pour offrir un minimum de sécurité et de matériel aux équipes d'entretien des routes de Parcs Canada. N'oublions pas que ces équipes doivent veiller à ce que les routes que nous avons soient sans danger pour les voyageurs.

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de prendre la parole aujourd'hui pour débattre du projet de loi C-117 qui, curieusement, demande la permission d'emprunter 31 milliards de dollars dès le début d'un nouvel exercice financier.

[Français]

Le ministre des Finances a été, encore une fois, à la hauteur de son gouvernement en nous présentant un budget qui ne fait rien pour rehausser l'économie ou enrayer la pauvreté par le biais d'une politique de création d'emplois.

Les banques alimentaires sont passées de une, en 1981, à 126 en 1988 et à 292 en 1991. Depuis deux ans, on les retrouve sur les campus à travers le Canada. Statistique Canada rapporte une augmentation de 53 p. 100 des demandes d'aide des banques alimentaires. En 1990, deux millions de Canadiens et Canadiennes, dont 700 000 enfants, ont dû recevoir de l'aide alimentaire au moins une fois durant l'année.

Si on regarde la situation de près, par hasard, c'est le gouvernement conservateur qui est au pouvoir depuis 1984. Curieux!

[Traduction]

Cette fois-ci, le gouvernement avait préparé tout le monde pour des compressions budgétaires draconiennes. Nous nous attendions à ce que tombe le couperet. Les Canadiens étaient prêts à s'y résigner, mais à la dernière minute, le ministre des Finances y a renoncé.

Ce qui est décourageant au Canada, c'est que notre capacité de réagir soit aussi mitigée. Nous ne semblons pas avoir la volonté d'établir le genre de structure de soutien qui serait nécessaire. Dans les années 70, nous dirigions un gouvernement qui se souciait des Canadiens, de leur avenir et de leur vie.

Maintenant, en 1993, certains ont proposé que le Canada soit expulsé du Groupe des Sept. Savez-vous pourquoi? Sous la direction de notre gouvernement, notre économie est tombée maintenant à un niveau inférieur à celui de l'Espagne. Nous perdons graduellement notre pouvoir économique dans le monde, tout cela à cause du gouvernement des conservateurs.

Les premières statistiques peignent vraiment un tableau très sombre. Tous les ans, le gouvernement semble oublier ce qui est important. C'est un budget du désespoir et nulle part le ministre des Finances n'offre d'espoir aux Canadiens. Nulle part dans ce budget, le gouvernement n'aborde la question des emplois. Nulle part les conservateurs n'ont même mentionné la nécessité de remettre les Canadiens au travail et de relancer l'économie pour que moins de personnes ne vivent de l'aumône du gouvernement.

• (1325)

[Français]

Pour citer le chef du Parti libéral, le ministre des Finances a présenté un budget qui reflète l'état du Parti conservateur. Il n'a ni force, ni grand dessein, ni plan. Le vieux gouvernement conservateur est à bout de souffle et se montre davantage soucieux de sa réélection que de veiller au bien-être des Canadiens.

Encore une fois, le peuple canadien est placé en deuxième plan, après les intérêts politiques de quelques particuliers. Ce budget ne fait absolument rien pour vraiment réduire la dette: coupures de miettes, alors que tous s'étaient déjà préparés à des sacrifices pour se libérer enfin d'une dette de plus en plus écrasante. On demande un projet de loi pour les laisser en emprunter encore plus.

Le gouvernement n'a pas eu le cran de se mettre le pied à terre. Il n'a surtout pas osé faire face à la réalité. Sa carte de crédit ne vaut plus rien et il risque de la perdre bientôt. Il n'y a absolument rien pour remettre l'économie en marche et permettre aux Canadiens et Canadiennes de travailler. Le taux de chômage est de 11 p. 100 et il n'inclut pas ceux et celles qui ne cherchent plus de travail. C'est la pire performance de tous les pays du G-7.

Pour nous rassurer, par exemple, le ministre des Finances nous dit qu'en 1994, le taux sera de 10 p. 100. Grande consolation. Je suis certaine que tous les nouveaux diplômés, tous les jeunes professionnels, tous les gens de métier qui se sont fait dire non, qui se sont fait dire «je regrette, votre poste est coupé», n'ont pas été impressionnés par ce dernier budget.